

Comptes rendus

NICOLAE CEAUSESCU AVEC SES TEXTES ESSENTIELS.

Michel-P. Hamelet. Editions Seghers, Destins politiques, 190 p., Paris, 1971.

Une synthèse de grande valeur de la vie et de l'activité sociale-politique du président Nicolae Ceausescu.

Le publiciste français bien connu Michel-P. Hamelet — sur la base d'une étude approfondie de nombreux documents et d'observations directes sur la vie et l'activité de celui qui est à la tête du Parti Communiste Roumain et de l'Etat roumain — a élaboré une biographie synthétique de l'homme, du dirigeant politique, du militant révolutionnaire, qu'est le président Nicolae Ceausescu, et sélectionné quelques textes significatifs de son œuvre si vaste.

« *Le propos ici n'est pas de se livrer à une étude critique ou polémique — précise l'auteur —, mais de rassembler des faits, de présenter l'enfant, le militant, le chef d'Etat dans leur contexte réel, sans intervenir subjectivement dans leur histoire, de tenir compte avant tout, comme dirait le président Ceausescu lui-même, des réalités concrètes.* » Et en effet, l'auteur, après une introduction succincte, étudie la période de formation de l'enfant, d'accumulation des connaissances à l'école et dans le contact direct avec la dure vie de la paysannerie et des ouvriers au cours des années d'oppression et d'exploitation, ensuite les moments principaux de l'engagement politique, de la participation directe à l'activité révolutionnaire. Dès sa jeunesse, celui qui sera un dirigeant politique plus tard participe à des actions ouvrières, comprenant avec une rapidité surprenante leur sens et leurs finalités politiques. En même temps, il s'instruit systématiquement par l'étude des ouvrages sur le socialisme et le marxisme, empruntés aux ouvriers plus âgés. En juin 1933, quelques mois après les batailles révolutionnaires de Grivitza et de la Vallée de la Prahova, lors de la Conférence des combattants antifascistes de Roumanie, à laquelle il représentait la jeunesse démocratique de Bucarest, Nicolae Ceausescu est élu membre du Comité national antifasciste qui s'était constitué alors. Son activité politique est toujours plus riche, de participant il devient organisateur et dirigeant compétent d'importantes actions ouvrières. « *Le jeune Nicolae prend la parole avec une flamme qui le fait remarquer, débutant son discours sur un rythme qui ressemblait — nous dit un témoin — au cours tumultueux des torrents dévalant des Carpathes.* » Cette précoce renommée du jeune homme dépasse rapidement les cercles des militants antifascistes. La police l'inscrit sur ses fiches et, pour la première fois, il est arrêté le 23 novembre 1933 sous l'inculpation d'« incitation à la grève » et de diffusion d'affiches contre l'ordre d'Etat. Après sa mise en liberté, il participe à de nouvelles actions de grève et à des manifestations de protestation, qui se multiplient. Actions et mani-

festations sont préparées et dirigées par le parti communiste. Pendant cette période il adhère à l'Union de la Jeunesse Communiste, dont il devient rapidement, à Bucarest, un militant de base. Comme le souligne Michel-P. Hamelet, dans ces conditions « *son destin est désormais tracé* » : il est arrêté à plusieurs reprises, sans que les méthodes répressives, les moyens de contrainte employés par les organes policiers puissent le déterminer à renoncer à l'activité révolutionnaire. « *Il n'est pas seulement un bon organisateur, un bon agitateur, mais aussi un adepte passionné des théories et des idées qui conduisent sa lutte. Il lit avec ardeur les livres marxistes, se nourrit d'exposés historiques, d'économie politique. La littérature et l'art lui valent bien des veilles. Il s'informe sur tout, retient tout, faisant preuve d'une mémoire extraordinaire* ». A l'âge de 18 ans — comme le constate l'auteur — le jeune révolutionnaire se comportait déjà comme un homme, manifestant déjà ses qualités de dirigeant politique. En mai 1936, il est de nouveau arrêté, et, le 6 juin, il est condamné à deux ans de prison, condamnation à laquelle s'ajoutaient six mois pour le délit d'outrage au tribunal. Nicolae Ceausescu et la plupart de ses camarades furent incarcérés à Doftana, la sinistre prison réservée aux prisonniers politiques, dont Henri Barbusse — qui visita en partie Doftana — disait avec véhémence dans son livre « Les bourreaux » : « *Là, sont tourmentés des centaines et des milliers d'ouvriers et de paysans... On leur applique continuellement la bastonnade. Les prisonniers, battus sur la plante des pieds, ne peuvent plus marcher quand on les remet en cellules. Quand les prisonniers sont malades, on les laisse mourir* ». Et malgré tout cela, les communistes ont transformé cette Bastille de la Roumanie en une véritable école de formation et d'éducation révolutionnaires. Une grande partie des cadres du Parti y ont été éduqués et formés. Nicolae Ceausescu s'y distingua par sa mémoire étonnante, par sa connaissance des textes les plus divers, par son talent à tirer des conclusions pratiques des ouvrages analysés et à confronter les données théoriques avec les réalités concrètes, par son opiniâtreté et son élan révolutionnaire dans l'accomplissement des tâches d'organisation et de propagande, ayant une confiance inébranlable dans la certitude de vaincre. Après sa mise en liberté, en décembre 1938, il rassemble autour de lui de nombreux jeunes militants, exerce une influence croissante au sein du mouvement ouvrier. Devenu membre du Comité Central de l'Union de la Jeunesse Communiste, il fait preuve de talent d'organisation, prépare et dirige de nombreuses actions illégales, notamment au sein des corporations. En septembre 1939, il est élu au Secrétariat de l'Union de la Jeunesse Communiste, et le 1^{er} août 1940, il est arrêté et interné au fort de Jilava où, se manifestant comme un communiste actif, entreprenant dans l'action et conspirateur de talent, il est élu à la direction clandestine du « *parti des détenus de Jilava* ». Des cercles d'enseignement politique sont fondés dans la prison. « *On intensifie le travail de démoralisation des gardiens et des soldats. Nicolae Ceausescu excelle à cette dernière tâche : je le voyais très souvent — assure l'un de ses compagnons — s'adresser aux soldats qui montaient la garde devant les cellules. Il cherchait à éveiller en eux le sentiment de la dignité et de la fierté nationale, à les convaincre de la justesse de la cause défendue par les emprisonnés... Plus d'une fois ces paroles ardentes et fraternelles touchèrent juste. Et bientôt, des sympathies s'éveillèrent parmi ces soldats, des alliances plus ou moins formelles se lièrent...*

Comme le constate l'auteur du livre, « *ainsi — comme à Doftana — l'incarcération au fort de Jilava fut pour les dirigeants communistes et pour Nicolae Ceausescu notamment, une grande école de formation politique... Une assurance, en quelque sorte, pour l'avenir* ».

Le 1^{er} août 1943, Nicolae Ceausescu arrive au terme de sa peine. Nouveau transfert, en vue de la libération, à la prison de Vacaresti. Mais les portes ne s'ouvrent pas sur la liberté de celui que le gouvernement considère comme un implacable adversaire politique. Avec d'autres militants communistes ou antifascistes, il est interné au camp de Tîrgu Jiu, où sont réunis près de six mille déportés dans des baraques de 250 à 300 places. Dans cette prison étaient internés de nombreux militants et la plupart des dirigeants communistes, notamment Gheorghe Gheorghiu-Dej, Chivu Stoica, Ion Gheorghe Maurer, qui, d'avocat, était devenu lui-même détenu, I. Popescu-Putzuri et d'autres encore. *L'opposition non communiste était également représentée en nombre et en qualité : savants, écrivains, artistes* ».

L'activité révolutionnaire déployée dans le camp avait transformé la ville de Tîrgu Jiu en une véritable ruche du travail révolutionnaire. De même qu'à l'extérieur, le parti communiste préparait l'union de toutes les forces antifascistes en vue de l'insurrection générale. A mesure que la situation apparaissait plus désespérée, les autorités devenaient plus conciliantes. Ainsi, peu avant l'insurrection nationale du 23 août 1944, les portes du camp s'ouvrirent. Le plan de l'insurrection était maintenant au point et les conditions de son application favorables. L'insurrection armée fut déclenchée dans la seconde quinzaine du mois d'août 1944. « *Dès les premières heures, les prisonniers des camps d'internement furent relâchés. Nicolae Ceausescu s'était jeté dans l'action, toujours méthodique, toujours efficace, dès sa sortie de Tîrgu Jiu. Il n'avait pas encore 27 ans. La moitié de sa vie avait été consacrée à lutter au sein du mouvement communiste et antifasciste et la moitié de ces années de luttes, il les avait passées en prison ou dans le camp de concentration* ».

En sa qualité de secrétaire général de l'Union de la Jeunesse Communiste, Nicolae Ceausescu a rempli un « *rôle d'animateur et d'organisateur avec son dynamisme habituel, son sens du concret, des contacts humains et — pourrait-on dire — sa mystique de l'unité. Il visite de nombreuses unités militaires, s'entretient avec les jeunes qui partent pour le front, entraîne à une production accrue dans les fabriques et les usines ceux qui restent, développant partout le thème de l'appel lancé par le Parti : « Tout pour le front, tout pour la victoire... »* ».

La libération assurée par l'insurrection nationale, il restait à faire la révolution. Le gouvernement constitué après le 23 août, présidé par le général Sanatescu, était prisonnier des forces du passé qui en détenaient les postes clés. Le problème se posait donc de la formation d'un gouvernement capable de mener à bien la « défascisation » du pays et d'être représentatif des forces qui avaient lutté contre l'hitlérisme. C'est à cette tâche que s'applique, dans le secteur de la jeunesse dont il est responsable, Nicolae Ceausescu. L'auteur du livre décrit un épisode caractéristique de la persévérance avec laquelle agissait le communiste Nicolae Ceausescu. « *Le 30 octobre, nouveau meeting public. Une pluie froide, pénétrante tombait, et soufflait un vent très fort. La nature semblait vouloir se mettre à l'unisson des événements, ce que saisit aussitôt Nicolae Ceausescu lorsqu'il prit la parole : « Vous êtes venu ici par un temps de pluie et d'orage pour imposer au gouvernement de partir. Le gouvernement*

doit le comprendre et se retirer sans plus attendre... Nous voulons un gouvernement à même de réaliser loyalement et honnêtement l'armistice, de procéder à des réformes et de prendre soin du sort de la population laborieuse. Nous voulons un gouvernement qui assure des droits égaux à tous les citoyens de ce pays, qui arrête tous les criminels légionnaires et partisans d'Antonescu. Et ce gouvernement doit être un gouvernement du Front national démocrate ». Quelques jours plus tard, le gouvernement était renversé. Un nouveau gouvernement Sanatescu est constitué, mais avec très peu de changement: la lutte reprend. Nouvelles démonstrations et manifestations de masse. Nouveau gouvernement peu après, présidé par le général Radescu et nouvelle déception, ce gouvernement s'opposant à toute mesure de « défasciation » et se montrant hostile à la réforme agraire et à toute action ouvrière. Le 24 février 1945, le gouvernement Radescu ordonne à l'armée d'ouvrir le feu sur une colonne immense de manifestants, ce qui provoque sa chute. Le 6 mars 1945 est constitué le gouvernement de large concentration démocratique présidé par le Dr Petru Groza. *« Une nouvelle page du destin de Nicolae Ceausescu et de la Roumanie est tournée ».* On réalise la réforme agraire, la vaste activité d'industrialisation du pays commence, le rôle des forces progressistes s'accroît peu à peu dans tous les domaines de la vie sociale. Le 30 décembre 1947, la monarchie est renversée et la Roumanie proclamée république populaire. Quelque temps après, le 11 juin 1948, on procède à la nationalisation des entreprises industrielles, des mines, des banques, des transports et des assurances. Le processus d'édification du socialisme est devenu irréversible. La liberté est instaurée en Roumanie, le peuple agissant lui-même en tant que maître et gérant de toutes les valeurs matérielles et spirituelles. *« Mais la liberté, c'était, de nouveau, la lutte, les responsabilités de plus en plus lourdes. Ce n'était pas pour lui déplaire, car, dans son esprit — il l'a souvent proclamé — il n'y a pas de liberté sans responsabilité. Sa vie illustre cet axiome ».* En octobre 1945, à la première Conférence nationale du parti communiste, Nicolae Ceausescu est élu membre du Comité Central et à l'automne 1946, au cours des premières élections générales, il est élu député et n'a cessé de voir son mandat renouvelé. Après le congrès de constitution du parti unique — par la fusion en 1948 des partis communiste et socialiste — Nicolas Ceausescu, devenu membre suppléant du Comité central du nouveau parti, est nommé ministre adjoint de l'Agriculture. Très attiré par les problèmes stratégiques *« où ses talents d'organisateur pouvaient trouver une autre façon de s'exprimer, il suit les cours de l'Académie militaire. Et, en 1950, il devient vice-ministre des Forces armées et chef de la Direction supérieure politique de l'armée avec le grade de général-lieutenant, fonction qu'il assurera jusqu'en 1954 ».* Au cours de la même année, d'autres tâches lui sont confiées, tâches qui marquent une nouvelle étape vers les responsabilités suprêmes. Coopté, en 1952, comme membre du Comité Central du parti, puis élu au Bureau d'organisation, il devient en 1954 secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Roumain. A 37 ans, au cours du III^e Congrès du parti, Nicolae Ceausescu est élu membre du Bureau Politique et secrétaire du Comité Central, figurant désormais parmi les dix personnalités dirigeantes du parti.

Dans le dernier chapitre de la biographie du président Nicolae Ceausescu, intitulé : *« Le pouvoir »*, l'auteur dessine certains moments caractéristiques de l'activité du président Ceausescu visant à promouvoir le nouveau dans tous les domaines de l'activité économique, sociale et culturelle. Michel-P. Hamelet

caractérisé la période 1955-1965 comme décisive pour le perfectionnement démocratique du parti, pour le développement de ses liens avec les masses, avec le peuple. *« Les qualités et les conceptions de Nicolae Ceausescu correspondaient précisément aux impératifs de cette nouvelle période historique. Ancien dirigeant de la jeunesse, encore jeune lui-même, la nécessité lui apparaît de promouvoir par une osmose permanente de jeunes cadres au sein des instances du parti, comme dans les organes de Direction du pays. L'éducation, la formation permanente furent toujours ses premières préoccupations. Et la méthode employée fut et demeure celle des contacts directs... Faire comprendre, obtenir l'assentiment général, organiser le travail avant son exécution, c'est le secret de sa réussite. Les jeunes militants qu'il entraînait avec lui et dont beaucoup se retrouvent aujourd'hui aux postes de responsabilités, mettaient dans les campagnes parcourues, dans les usines visitées, un air de renouveau, créateur de l'enthousiasme dont la révolution avait besoin ».* Nicolae Ceausescu apporte une contribution décisive à la coopérativisation de l'agriculture, à l'industrialisation du pays, se préoccupant en permanence du perfectionnement de l'organisation du parti, de l'éducation et de la formation des jeunes militants. Il visite plusieurs fois l'Union Soviétique, participe à la Conférence internationale des partis communistes et ouvriers qui se tient à Moscou en 1957, visite la République Démocratique Allemande, participe au VII^e Congrès du Parti Communiste Bulgare, au X^e Congrès du Parti Communiste Italien et aux travaux du Congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, exprimant partout son désir de développer des relations amicales avec tous les partis, avec tous les pays socialistes *« sur la base du respect mutuel, de l'internationalisme socialiste ».* En mars 1965, Nicolae Ceausescu succède à Gheorghe Gheorghiu-Dej au poste de premier secrétaire du Comité Central, et en juillet, au IX^e Congrès, il est élu membre du Presidium Permanent et Secrétaire général du Comité Central. *« La Roumanie va vivre et se développer désormais sous le signe du réalisme et de la recherche patiente de la vérité sur tous les plans. L'offensive est immédiate contre les errements anciens... L'ensemble des mesures préconisées tranchait par sa hardiesse avec la routine et l'esprit de satisfaction de naguère. Une nouvelle manière d'envisager les dimensions de l'avenir, différente de celle qui avait été pratiquée jusqu'alors, y était clairement exposée... (dans le rapport présenté devant le IX^e Congrès du parti - N.N.). C'était une vision peut-être ambitieuse de l'avenir, mais — c'est là un autre trait du caractère de Nicolae Ceausescu — il faut toujours viser haut. Cette conception impliquait, dans le même temps, la liquidation des tendances à tout voir en rose, à ne parler que des succès et à éviter de mettre à nu les insuffisances de tel ou tel secteur d'activité ».* En décembre 1967 — fraîchement élu par la Grande Assemblée Nationale aux fonctions de Président du Conseil d'Etat — Nicolae Ceausescu propose à la Conférence Nationale du parti communiste un nouveau système d'organisation et de direction de la vie économique et sociale *« destiné à éliminer les effets d'un centralisme excessif, à assurer aux cadres de l'économie comme aux travailleurs eux-mêmes, un champ d'initiative plus vaste, et à les intéresser ainsi au développement et au perfectionnement de la production. Ce système s'inspirait de l'étude des méthodes mondiales d'organisation les plus efficaces, adaptées aux réalités concrètes et au niveau du développement économique de la Roumanie ».* Les structures industrielles furent transformées par la création de centrales industrielles, grandes unités productives réunissant plusieurs entreprises à spécialité appa-

rentée ou dont les productions se complètent l'une l'autre. Du fait de cette nouvelle structure, les ministères économiques se trouvent sensiblement dégagés de toute une série de tâches courantes qui les surchargeaient et freinaient leur efficacité. L'aspect quantitatif de la production n'est pas tout. Nicolae Ceausescu précise que toute activité économique doit répondre aux exigences concrètes de la société, aux nécessités réelles de la vie matérielle et spirituelle des hommes. *« La théorie n'a pas de sens si la pratique ne vient la confirmer. La théorie est affaire de spécialistes, la pratique c'est la vie du peuple. La liaison indissoluble de l'une avec l'autre, le contrôle de la justesse de la théorie par l'efficacité de la pratique, c'est pour le président Ceausescu — constate l'auteur — la méthode par excellence de gouvernement ».*

Le style personnel du gouvernement du président Nicolae Ceausescu — manifesté aussitôt son accession au pouvoir suprême — c'est le contact personnel et permanent avec le peuple, les examens collectifs des problèmes, les expériences sur le plan local ou régional, les conférences techniques, les discussions par voie de presse ou par réunions publiques sont, certes, du ressort du dirigeant du parti et de l'Etat, entouré de ses spécialistes. *« Mais le contact direct avec le peuple c'est l'affaire personnelle du président de la république... Il ne se passe pas de mois sans que soit organisé tel ou tel déplacement à travers le pays. Le rituel et immuable : à la descente d'avion, de voiture ou de train, des adolescentes en costume régional offrent le pain et le sel, traditionnel souhait de bienvenue. Puis, le cortège s'ébranle : visite d'usines ou de coopératives agricoles. Le président, retrouvant le goût de son expérience de travailleur manuel, teste les machines ou bien, traversant le champ de maïs ou de blé, soupèse et tâte les grains, comme son père le faisait naguère dans son village de Scornicesti et comme le fait encore, dans le même village, son beau-frère, président de la coopérative agricole locale ».*

Examinant la conception de la démocratie du président Nicolae Ceausescu, Michel-P. Hamelet constate que : *« Pour le président Ceausescu la démocratie existe dans un pays lorsque sont respectées — avec l'impérieuse exigence de l'information du peuple — les notions de légalité et de justice. Enfant — nous l'avons vu, — le jeune Nicolae s'insurgeait violemment contre l'injustice. Président de la république, il reste le même. Mais il possède aujourd'hui les moyens de réparer toute iniquité ».* Analysant très attentivement certaines erreurs commises dans le passé, Nicolae Ceausescu a révélé les abus et les illégalités commis contre des militants éminents du parti, montrant la vérité à la nation. *« Au fil de l'histoire tourmentée de notre peuple, de nombreux abus et crimes ont été commis contre le peuple — déclarait le président Nicolae Ceausescu en avril 1968 —, mais les classes dominantes, les partis bourgeois-agrariens ont toujours cherché à les justifier, à dissimuler la réalité et la vérité. Cependant, l'histoire, le temps — juges suprêmes — ont toujours fait justice et condamné les auteurs de ces iniquités. Nous sommes communistes et ne saurions procéder de la même manière, nous ne saurions laisser à l'histoire et au temps le soin de faire lumière. C'est à nous tous qu'incombent le devoir et la tâche de faire justice — et nous le faisons aujourd'hui, alors que sont en vie ceux qui connaissent les réalités et savent comment les choses se sont passées. Laisser cela à la charge de l'histoire et du temps signifierait peut-être contribuer à dissimuler la vérité et à la dénaturer... ».* A la lumière de cette conception du président Nicolae Ceausescu, une commission fut instituée en 1968, commission qui, examinant des faits du passé, a proposé la réhabili-

tation de Lucretiu Patrascanu et d'autres militants communistes soumis à une enquête abusive et condamnés injustement. « La « démocratie réelle » que le président Ceausescu et son parti veulent instaurer — au-delà des abus, voire des crimes commis en son nom — ils la définissent comme une société qui devra permettre l'affirmation libre, sans entrave, des aptitudes et des capacités de création de chaque citoyen pleinement maître en son pays... Le président s'affirme comme l'un des adversaires les plus implacables des abus, du subjectivisme et de l'arbitraire dans l'application des lois ». L'auteur souligne aussi la conception et l'activité du président Ceausescu visant à liquider toute inégalité d'ordre économique et social entre les hommes, de toute oppression, en vue d'une organisation supérieure des rapports entre les hommes. « Le communisme, c'est la vertu obligatoire. L'homme est voué à la morale sociale et d'autant plus que sa position est plus élevée dans la hiérarchie de la société. On a vu, ces années dernières à Bucarest, de hauts personnages de l'Etat balayés brutalement de leur fonction pour des actes qui n'eurent pas en Occident soulevé une telle réplique : un vice-ministre, par exemple, dont le père avait commis des fraudes sur des produits alimentaires, a été aussitôt « démissionné » par le président lui-même. La révocation a été également prononcée à l'encontre de deux hauts magistrats qui, la cinquantaine atteinte, s'étaient rendus coupables d'abandon de famille... »

La démocratie n'est pas la licence... Tout un arsenal juridique — lois et décrets — est dressé contre le parasitisme social, contre les gains illicites et généralement contre tout avantage qui ne trouve pas sa justification dans le travail et dans une contribution effective à l'activité de toute la société ». D'autre part, l'auteur avance des arguments à l'appui d'autres qualités du président Nicolae Ceausescu. « Edifier la société nouvelle, ce n'est renier l'histoire. C'est, au contraire, dans l'histoire que le présent peut puiser sa force et sa justification ». Qu'il s'agisse du développement de l'économie, de la discipline civique et du travail, comme des initiatives prises dans le domaine de la politique extérieure « l'action du président Ceausescu et de son gouvernement concourt à ces mêmes fins » renforcer l'indépendance et la souveraineté nationales, assurer au peuple roumain une place et une position dignes parmi les peuples du monde, servir, enfin, « le noble but du développement de toutes les nations dans des conditions de pleine indépendance et de souveraineté ». Nous touchons là, avec cette dernière proposition, au souci d'internationalisme, qui ne contredit pas l'amour de la patrie ».

Partant de l'assertion du président Nicolae Ceausescu selon laquelle « personne ne saurait affirmer : le marxisme c'est moi. Le marxisme-léninisme n'est la propriété de personne... », l'auteur du livre essaie de définir l'esprit de son orientation politique. « Pour lui — précise Michel-P. Hamelet —, le marxisme n'est pas un catéchisme, une collection de dogmes immuables, révélés, suscitant un modèle unique de société, mais une science vive, une philosophie active qui s'enrichit — et se vérifie — en permanence par les nouvelles données de la connaissance humaine, par les nouvelles conquêtes de la science... La doctrine pour être valable doit passer au feu de l'action et trouver sa justification dans les faits, dans les réalités concrètes. Parvenu au pouvoir, il rejette pareillement tout dogmatisme et applique à la conduite des affaires cette sorte de pragmatisme éclairé ».

Dans la dernière partie de l'étude sur la vie et l'activité du président Nicolae Ceausescu, l'auteur insiste sur la riche et prestigieuse activité inter-

nationale du président Nicolae Ceausescu. « *Le monde entier connaît aujourd'hui cette passion de l'indépendance qui anime le président Ceausescu. Il la manifeste par une ample politique de contacts internationaux, marquant par là sa volonté de rejeter toute discrimination a priori* ». Mettant en relief la préoccupation primordiale du président : élargir les relations d'amitié, d'alliance et de solidarité avec tous les pays socialistes, ses efforts visant à éliminer les « divergences » comme à assurer l'entente fraternelle entre les partis et les pays du système socialiste, l'auteur insiste sur le réalisme avec lequel le président Nicolae Ceausescu ne cesse de promouvoir les relations de coexistence pacifique avec les Etats ayant un autre système socio-politique. « *Champion des solutions négociées pour résoudre les litiges entre Etats — entre tous les Etats — il rejette, enfin, une quelconque prééminence basée sur la puissance, l'intervention militaire, l'instruction des armées d'un pays sur un territoire national — quelle que soit l'apparente légitimité de cette action — est condamnable à ses yeux. Elle recule, en effet les conflits, les aggrave même et ne les résout pas. Il ne peut y avoir, dans la vie internationale, un super-gendarme qui se substitue à la volonté d'une nation et qui la viole. Où qu'elles soient et pour quelque motif que ce soit — les armées étrangères doivent donc se retirer des territoires nationaux qu'elles occupent. L'existence et l'indépendance des Etats, petits ou grands, constituent non seulement une cause sacrée mais, de plus, cette existence et cette indépendance sont nécessaires à la bonne harmonie internationale...* ». Selon la conception du président Nicolae Ceausescu, la déconsidération ou la sous-estimation de la contribution que les Etats petits et moyens peuvent apporter à la vie internationale entravent la solution des problèmes actuels, nuisent à la cause de la paix et de la coopération entre les peuples. « *Moscou, Pékin, Cuba, Le Caire, Tel Aviv, le Vietnam, etc., trouvent la même audience intéressée auprès de ce président qui ne connaît qu'un ennemi : l'esprit de violence et de sujétion... Ainsi s'explique la politique permanente de contacts extérieurs de Nicolae Ceausescu, effectuée en marge de nombreuses occupations et préoccupations qui le sollicitent dans le domaine de la politique intérieure. Quand on discute on s'informe, quand on s'informe on se connaît et si l'on se connaît on peut se comprendre...* ».

L'auteur parle ensuite de la remarquable faculté d'organisation du président, de la façon dont il organise sa journée de travail, résolvant les problèmes les plus compliqués et les plus divers. « *En prison, comme au pouvoir, tous ces actes sont le fruit d'une réflexion préliminaire, d'une profonde confrontation avec les réalités de la vie, sa propre expérience, ses lectures...* Rappelant le serment prêté par le président Ceausescu en septembre 1968 à Cluj devant deux cent mille hommes et femmes assemblés de dédier toute sa vie, toute son activité aux intérêts du peuple, de travailler sans relâche, tant qu'il vivra, pour l'épanouissement de la Roumanie, pour la cause du communisme, aux côtés du peuple, l'auteur de cette remarquable synthèse conclut : « *Le passé de Nicolae Ceausescu, ce dur cheminement que nous avons suivi à travers toutes les épreuves d'une vie militante exemplaire, plaident ici pour l'avenir. Rien ne peut faire que cet engagement solennel gagé sur tant d'années de luttés ne soit pas tenu demain, comme il le fut jusqu'ici* ».

Par une connaissance profonde de la vie et de l'activité du président Nicolae Ceausescu, de son travail inlassable mis au service de l'épanouissement de la Roumanie, des intérêts généraux de la paix et du progrès de toute l'humanité et grâce à sa remarquable capacité de synthèse, Michel-P. Hamelet a réussi

à élaborer un ouvrage *rigoureux du point de vue de la présentation de la vérité, d'une valeur scientifique incontestable*, à la lumière des arguments utilisés, mettant à notre disposition le résultat d'une première étude analytique sur une personnalité qui, par son passé et son présent, nous apparaît comme l'un des plus illustres hommes d'Etat, non seulement de la Roumanie moderne, mais de toute l'humanité.

Dr Dumitru I. Mazilu
Professeur universitaire
Membre correspondant de l'Académie
des Sciences Sociales et Politiques



OVIDIU TRASNEA. Știința Politică. Studiu istoric-epistemologic
(Science politique, Etude historique-épistémologique), București,
Editura Politică, 1970, 400 pages.

Dans la conjoncture contemporaine caractérisée par l'accroissement considérable du rôle du facteur politique dans toute la vie sociale, par la pénétration toujours plus efficace de la science dans la pratique sociale, et surtout au niveau de la direction et de la programmation sociale, l'analyse des lois et des fonctions spécifiques du phénomène politique tend tout particulièrement à s'imposer. Par ailleurs, la lutte idéologique sur l'arène internationale exige une compétence accrue pour aborder les problèmes théoriques et d'application de la politologie à partir des positions marxistes. Dans ce contexte, la publication d'un ouvrage consacré à l'analyse de la problématique essentielle qui définit le statut épistémologique de la science politique, répond à une véritable nécessité sociale, à l'intérêt croissant qui se manifeste à l'égard de cette branche des sciences sociales, non seulement chez nous, mais également dans le monde.

En abordant ce thème, l'auteur s'est proposé — avec raison — deux objectifs majeurs : un examen historique de la genèse et de l'évolution de la science politique, et une analyse théorique des questions essentielles et les plus actuelles que comporte cette discipline.

A notre connaissance, la littérature marxiste, non plus que la littérature non-marxiste, ne fait état d'aucun travail de recherche sur l'évolution de la conception et de la mise sur pied de la science politique au long des siècles. Cette entreprise, que l'on peut qualifier de téméraire, est d'autant plus valable, que l'auteur ne se borne pas à procéder à un simple enregistrement, à établir l'inventaire historique des différentes conceptions, mais formule des jugements de valeur orientés par des critères scientifiques formés sur ces conceptions, discernant aussi bien leur apport positif que leurs limites. Il réussit de ce fait à présenter en une synthèse concentrée, une image d'ensemble complexe de la constitution et de l'évolution de la science politique, avec ses préoccupations et ses fonctions spécifiques, aux différentes étapes historiques, intégrant organiquement dans ce processus, les principales contributions des penseurs roumains. Il y indique la place accordée à l'étude de la politique par les figures les plus représentatives de la philosophie et de la pensée socio-politique depuis les temps les plus reculés ; à partir des *Enseignements* de Ptahhotep, homme d'Etat égyptien du XXV^e siècle avant notre ère, en passant par Héro-

dote, Platon, Aristote, Thomas d'Aquin, jusqu'à Machiavel — considéré presque unanimement comme le fondateur de la science politique moderne, Bodin, Hobbes, Locke, Montesquieu, Rousseau, les socialistes utopistes, A. M. Tocqueville, Auguste Comte, Max Weber et autres contemporains, dont il analyse de façon circonstanciée les idées, les thèses, l'apport et les limites, la filiation et la contribution positive, fût-elle infime, au développement de la connaissance scientifique d'un domaine aussi complexe de la vie sociale. Un grand nombre de ces auteurs sont ainsi appréciés pour la première fois, sous l'angle de vue de l'épistomologie politique à partir des positions de la doctrine marxiste.

Il faut souligner l'esprit conséquent avec lequel l'auteur s'est efforcé de réaliser — comme il se l'était proposé — une esquisse de l'histoire de la science politique, dans une perspective essentiellement gnoséologique, sans se laisser entraîner à faire l'histoire des doctrines politiques. Cette séparation entre l'aspect épistomologique et l'aspect doctrinal, qui s'exprime plus précisément par la distinction établie entre l'histoire de la science politique et l'histoire des idées ou des doctrines politiques, mériterait peut-être une analyse théorique plus nuancée, justement parce que, surtout dans le domaine de la politique, on les confond souvent, spécialement en incorporant les deux aspects dans l'histoire des doctrines. Il est vrai qu'à un certain moment, l'auteur définit l'histoire de la science politique comme « un examen systématique des caractéristiques de l'étude de la politique, depuis son apparition jusqu'à nos jours... » (page 8). Il va sans dire qu'il faut prendre en considération — comme par ailleurs le démontre cet ouvrage — le rôle des idées, des doctrines politiques, puisqu'il est impossible de réaliser une judicieuse histoire de la politique, autrement que sur leur toile de fond. Il convient de mentionner également la façon dont il a su résoudre le problème — en règle générale si difficile dans tous les domaines de l'histoire des idées — de l'intégration des apports roumains dans le processus de développement de la science politique sur le plan mondial.

L'auteur souligne la contribution essentielle de Marx et de la conception marxiste au renouvellement et à l'évolution de la science politique. A l'encontre de ceux qui professent que cette contribution s'inscrirait exclusivement sur le terrain de l'idéologie, il remarque le bond qualitatif que lui fit faire Marx en réalisant une étude authentiquement scientifique de la politique, et dans le même temps, grâce à la conception marxiste elle-même, au sujet des tâches et de la finalité d'une science de la politique. O. Trasnea met en évidence la tendance constante de la politique de se constituer en domaine autonome de la connaissance systématique, en se séparant surtout de la philosophie et de l'éthique, et observe avec raison que l'élaboration de la science politique en tant que science indépendante ne pouvait se produire avant que fût mise sur pied une conception scientifique générale de la société, susceptible de fournir une explication authentiquement scientifique de la sphère politique, chose réalisée par le marxisme.

L'auteur fait également preuve de compétence et d'originalité dans la partie consacrée à l'analyse de l'objet de la science politique, de ses relations avec les disciplines limitrophes, à l'élaboration du concept de système des sciences politiques, et, enfin, aux fonctions de la science politique.

En ce qui concerne l'objet de la science politique — dont on n'a pas fini de discuter —, l'auteur, après avoir donné une image des opinions exprimées dans la littérature mondiale, suivant un classement systématique et en faisant

ressortir très finement leurs aspects positifs et négatifs, avec les implications scientifiques et idéologiques qui en découlent, formule un point de vue, justifié à mon sens, à savoir que la science politique, en tant que science sociale particulière, étudie non seulement le phénomène social global, mais aussi la genèse, l'essence et les lois du développement du *politique*, celui-ci comprenant *l'ensemble des aspects idéologiques et socio-psychologiques* (conscience politique, psychologie politique), *relationnels* (relations politiques internes et internationales) et *institutionnels* (l'Etat, les partis politiques et autres organisations politiques) de la *superstructure politique, dans leur détermination socio-historique et de classe, et dans leur dynamique historique*. Il analyse parallèlement les formes et les moyens d'action politique, et la fonction spécifique du politique, en tant qu'activité de direction et d'organisation de l'ensemble de la vie sociale (page 259).

Délimitant l'objet et les tâches de la science politique, l'auteur émet des opinions à beaucoup d'égard inédites et intéressantes — même si parfois nous ne partageons pas entièrement les conclusions qu'il formule — sur les relations de la politologie avec la sociologie politique, la philosophie politique, la science juridique et l'histoire.

Il convient de souligner également, pour l'intérêt qu'elle présente et les nouveaux éléments qu'elle apporte, la thèse concernant le système des sciences politiques, qui comprend : la politologie, en tant que discipline fondamentale, les sciences politiques spéciales ou apparentées, ayant des fonctions théoriques et explicatives, les disciplines praxiologiques ou d'application, et, partiellement, les disciplines limitrophes qui font la jonction avec d'autres sciences sociales ou humaines — la sociologie politique, l'anthropologie politique, la psychologie politique, la géographie politique, etc...

Les vues originales et la force d'argumentation de l'auteur ressortent pleinement dans le chapitre où il aborde les problèmes théoriques de la politologie contemporaine et les fonctions de la science politique. Il nous donne pour la première fois, dans la perspective marxiste, une analyse des aspects intrinsèques caractéristiques des fonctions remplies par la science politique dans la société contemporaine. Cette analyse est conçue de façon différenciée, elle tient compte de la nature des systèmes politiques dans le cadre desquels s'exercent les fonctions respectives, et elle est constamment confrontée aux points de vue affirmés dans la littérature. Dignes d'attention sont les critères grâce auxquels l'auteur individualise les manifestations particulières au niveau contemporain, des éléments théoriques et explicatifs, prospectifs, normatifs, pratiques et d'appréciation, propres à la science politique, ainsi que la façon dont il souligne leur unité dialectique dans la finalité de la fonction sociale générale de cette science. Les conclusions formulées présentent, en ce sens, une valeur d'orientation pour les recherches politologiques.

Ouvrage monographique se situant au niveau scientifique de la littérature politologique d'audience internationale, cet ouvrage traité avec compétence et où se confrontent les points de vue des représentants contemporains les plus représentatifs de cette discipline, représente une contribution précieuse de la science roumaine à la détermination du statut de la science politique dans une vision marxiste, il plaide pour l'affirmation de la science politique en tant que branche indépendante appelée à contribuer, à élucider, diriger et orienter les procès socio-politiques complexes du monde contemporain. Même si certaines des opinions exprimées sur tel ou tel problème ne peuvent être acceptées

sans réserves, deux choses, à mon sens, sont certaines : en premier lieu, que l'on ne peut nier qu'il existe une science politique matérialiste dialectique et, en second lieu, que les problèmes fondamentaux concernant le statut épistémologique de cette science, posés dans cet ouvrage, peuvent servir de base réelle pour les discussions et les développements à venir.

Professeur I. Ceterchi.



ILIE RADULESCU. Functia economico-organizatorica a statului socialist (La fonction économique organisationnelle de l'Etat socialiste), Bucarest, Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie), 1967.

Parmi les problèmes majeurs d'ordre pratique et théorique rentrant aussi dans les préoccupations de notre front idéologico-théorique, s'inscrivent ceux qui se rapportent à l'Etat et au rôle qu'il remplit dans la société.

Ce n'est un secret pour personne, autant pour l'homme du commun que pour le spécialiste, que la problématique de l'Etat — en commençant par la genèse de celui-ci pour finir par les aspects divers que peut revêtir cette institution politique *sui generis* dans les différents systèmes economico-politiques et sociaux d'aujourd'hui, tels que les régimes capitaliste, socialiste et ceux du tiers monde — constitue l'objet d'une attention intense et concentrée des politologues, des sociologues, des juristes ou des économistes de toutes orientations, partout dans le monde.

Les positions en cette vaste matière, comme il est démontré par l'expérience pratique ou les témoignages écrits, offrent une grande diversité, ce qui est dû à de multiples facteurs. Mais, malgré les changements intervenus et la diversité des événements, un fait reste indubitable dès l'antiquité et jusqu'à nos jours : c'est que l'Etat a été et doit être interprété comme étant une institution centrale de la société.

C'est dans cet esprit que le docteur Ilie Radulescu entreprend une analyse minutieuse, bien argumentée, pertinente et convaincante sur l'Etat socialiste et sur les tendances de son évolution en Roumanie, dans son ouvrage intitulé *La fonction économique organisationnelle de l'Etat socialiste*.

Relevons, pour en donner une image tant soit fidèle et complète de l'étendue de la matière qu'embrasse l'ouvrage, quelques-uns des titres des chapitres les plus importants : *La détermination objective de la fonction économique organisationnelle de l'Etat socialiste ; La direction assumée par le Parti Communiste Roumain, source de la force et des succès de l'Etat socialiste ; Le développement des forces productives de la société — attribut fondamental de la fonction économique organisationnelle de l'Etat socialiste*.

Dans des chapitres séparés, l'auteur s'attache à faire paraître la relation indissoluble qui existe entre la fonction respective de l'Etat et le développement et la consolidation de la nation socialiste, de la souveraineté nationale, etc.

Chaque chapitre, pris en soi, représente la mise au clair des conclusions auxquelles est parvenu le docteur Ilie Radulescu, théoricien bien connu sur le plan national du domaine des sciences sociales, à la suite d'investigations portant sur la réalité offerte par notre pays et de l'étude ample et approfondie de la littérature spécialisée, en Roumanie et à l'étranger.

Dans l'impossibilité où nous nous trouvons de procéder, dans l'espace dont nous disposons, à une analyse plus poussée du contenu de cet ouvrage dans son ensemble en présentant toutes les opinions qui y sont avancées, nous nous contenterons de mettre en relief quelquesunes seulement des constatations de l'auteur, constatations qui emportent notre entière adhésion. Ainsi, en se référant au rapport qui s'établit d'une façon plus ou moins directe entre la production matérielle et la superstructure socio-politique et, en général, à la relation entre la production matérielle et la texture spirituelle de l'époque, le docteur Ilie Radulescu note : « Dans la société basée sur l'esclavage... le faible développement de l'économie, des forces productives qui ne pouvaient pas satisfaire aux nécessités de la vie, a conduit à la migration de nombre de peuples dont quelques-uns sont purement et simplement disparus à la suite de leur assimilation. Le développement insuffisant des forces productives, le caractère rudimentaire et l'autarcie de l'économie n'ont pas manqué d'influer également la vie des peuples dans les conditions de l'époque médiévale, entraînant le démembrement politique, des rivalités entre les féodaux et les dignitaires, la constitution de plusieurs formations étatiques ressortissant aux mêmes peuples » (pp. 257-258). En ce qui concerne le spécifique du régime capitaliste, il est précisé dans cet ouvrage qu'il y a une étroite dépendance entre le canevas économique caractérisant la société bourgeoise et les forces productives, la circulation des marchandises etc, L'auteur mentionne à ce sujet : « La complexité de la vie économique issue du développement des forces productives et de l'extension des rapports capitalistes, le marché national capitaliste, accentuent le rôle qu'ont les frontières pour faire délimiter d'une façon précise le territoire sur lequel s'exerce la souveraineté des classes dominantes et dans le cadre duquel se développe la vie économique, politique, culturelle de la nation » (pp. 258-259).

Au paragraphe intitulé *L'Etat socialiste - principal instrument pour faire épanouir la vie matérielle de la nation*, le docteur Ilie Radulescu conclut : « Dans les conditions du socialisme, le facteur décisif de l'union de la nation est constitué par la vie économique intense, fondée sur l'industrialisation du pays, les nouveaux rapports de production ayant à leur base la propriété sociale sur les moyens de production, ainsi que la collaboration et l'aide mutuelle entre les hommes » (p. 261).

En nous arrêtant ici, il nous faut remarquer que l'ouvrage représente une réelle contribution, d'une grande richesse de conclusions visant non seulement l'état des choses du présent et du passé mais aussi la dynamique de celles-ci à l'avenir. La lecture de l'ouvrage est rendue facile grâce à la logique intérieure de chacune des parties, au système d'arguments comme au langage adéquat qui y sont employés.

Certes, le livre dont nous rendons compte peut recueillir des suffrages plus ou moins larges, en donnant satisfaction à certaines questions tout en suscitant d'autres. Mais, n'est-ce pas justement la fin que poursuit cette étude, la raison même de ce travail ?

Marin Voiculescu.



VALTER ROMAN. Eseuri despre revolutia stiintifica si tehnica (Essais sur la révolution scientifique et technique), Bucuresti, Editura Politica, 1970, 543 pages.

Le phénomène de la révolution scientifique et technique constitue l'un des thèmes les plus fréquents dans la littérature social-politique dans la Roumanie d'aujourd'hui. Ses effets profonds sur la vie sociale et politique ont donné naissance à un vif débat entre les politistes, les sociologues et les économistes roumains. Dans ce contexte, le livre de Valter Roman, intitulé « Essais sur la révolution scientifique et technique », s'inscrit comme un ouvrage d'ample synthèse, s'attaquant aux aspects multiples que ce problème soulève tant sous le rapport théorique que sous le rapport pratique.

L'auteur, à la fois ingénieur et politologue, aborde les nouvelles relations existant entre la science et la société, la science et la production, la science et la technique, sous l'impact des deux révolutions qui caractérisent l'époque contemporaine. Il prend pour point de départ l'idée que, parallèlement à la création par l'homme, d'un milieu artificiel à la suite des grandes mutations révolutionnaires accomplies dans l'infrastructure sociale, la nature propre de l'homme est, elle aussi, sujette à des mutations vertigineuses, connues par les deux systèmes socio-économiques en présence, même si celles-ci revêtent des formes et sont présidées par des circonstances différentes. L'auteur constate que la littérature marxiste n'a pas encore fourni des réponses satisfaisantes à nombre de problèmes contemporains et conclut sur la nécessité d'élaborer une théorie unitaire de la révolution scientifique. La commande sociale est à ce propos tout aussi urgente qu'impérieuse. En effet, une théorie de la révolution scientifique et technique est indispensable si l'on veut que la science marxiste puisse accomplir les deux tâches essentielles qui sont celles de toute science sociale, à savoir : *expliquer* profondément la réalité sociale contemporaine et *anticiper* l'évolution future de celle-ci. De toute évidence, la révolution dans la science et la technique pose à la société des problèmes inédits ; le milieu artificiel créé par l'homme à l'aide de cette révolution exige que les relations sociales s'adaptent rapidement et que l'organisation et le mode de gestion de la société changent eux aussi, sans quoi on court le risque de voir se manifester la contradiction antagonique opposant le milieu artificiel et la condition biologique de l'homme, le système écologique. Le propos de l'auteur n'est pas de formuler une pareille théorie de la révolution scientifique et technique. Toutefois, il démontre la nécessité de cette théorie et établit les coordonnées majeures du problème.

Les lois présidant au développement des forces productives dans les conditions contemporaines, telles qu'elles se manifestent dans les deux systèmes socio-économiques de notre monde, bénéficient d'une attention spéciale de la part de l'auteur. « Le progrès de la science est proportionnel à la masse des connaissances héritées de la génération précédente ». Valter Roman nous rappelle cette loi du développement formulée par Engels pour constater que dans les pays capitalistes avancés le coefficient d'accélération est — au moins pour un certain temps encore — plus grand du fait que les accumulations antérieures y sont plus importantes. Il note cependant que les autres facteurs, tout premièrement les rapports vieillis de production peuvent avoir à un moment donné pour effet de provoquer la diminution, voire même l'arrêt de ce développement accéléré. Dans les pays socialistes, où les nouveaux rapports de production créent des prémisses favorables au développement, certains pro-

blèmes doivent trouver leur solution. Il s'agit du rapport entre la centralisation et la décentralisation, entre le plan et le marché, entre l'argent et la marchandise. Il s'agit, en substance, d'écarter le centralisme excessif et la bureaucratie paralysante. Les contradictions qui se font jour au cours du développement des pays socialistes et qui ne trouvent pas leur solution en temps voulu peuvent aboutir — comme l'a montré la pratique historique — à des convulsions, voire même à des explosions sociales. La participation médiata et immédiate des masses au pouvoir de décision et de direction, à tous les échelons, devient toujours plus le critère fondamental de différenciation politique entre les deux variantes (capitaliste et socialiste) de la révolution scientifique et technique. Seule cette participation peut en effet empêcher qu'un abîme se creuse entre la sphère de la décision et celle de l'exécution, entre une élite dirigeante et la masse du peuple. La dichotomie une fois éliminée entre la sphère de la décision et celle de l'exécution, c'est donner aux masses la possibilité de participer de façon consciente à la création historique. C'est dire que la science est organiquement liée au développement multilatéral de l'homme.

C'est là, en un mot, le message du livre dont nous rendons compte.

S'avancant sur un terrain encore en friche dans la littérature marxiste, l'auteur s'appuie sur une riche bibliographie internationale pour s'attaquer courageusement à l'un des problèmes les plus épineux, si non le plus épineux — par sa complexité et ses implications — que pose la pensée sociale-politique contemporaine.

Pr. Silviu Brucan.



N. KALLOS. Constiinta politica (La conscience politique), Bucuresti, Editura stiintifica, 1968, 285 pages.

L'ouvrage du professeur N. Kallos, intitulé « La conscience politique », s'inscrit dans le cadre de l'orientation de la recherche scientifique de Roumanie vers les domaines les plus actifs de la vie sociale.

L'auteur — connu par ses activités en science politique — s'efforce d'apporter des réponses à quelques-unes des questions qui se posent à l'heure actuelle, telles que : qu'est-ce que la politique ? ; qu'est-ce que l'idéologie politique ? ; quel rapport y a-t-il entre la conscience politique et d'autres formes de la conscience sociale ?

Sans vouloir faire l'inventaire de toutes les idées émises au sujet de la politique depuis Aristote, l'auteur observe la diversité des conceptions et des perspectives dans la définition du concept politique, ainsi que les difficultés qui s'y rattachent. Le contenu même du terme de politique est extrêmement vaste et comprend, avant tout, les relations et les institutions politiques relevant de la pratique sociale. Puis il aborde le chapitre de la conscience politique. Le terme est employé communément pour désigner les relations entre les classes et entre les partis, entre le parti et la classe, entre la classe et l'Etat, d'un Etat à l'autre, d'une nation à l'autre, etc... Comme il arrive dans certains autres cas, l'emploi — parfois exagéré — du terme de politique, les significations — souvent surprenantes — qu'on lui confère dans la vie quotidienne, compliquent davantage encore la tâche du chercheur.

L'auteur souligne dans sa monographie que la politique se manifeste dans les trois principaux domaines suivants : les relations politiques, les institutions

politiques et la conscience politique. Les deux premiers font partie de la pratique sociale vivante, réelle, et la troisième, du domaine du reflet de l'existence sociale dans la conscience des hommes. Entre ces trois domaines s'établissent des liens multiples, ils ne sont pas isolés les uns des autres, il existe entre eux des rapports étroits d'interdépendance.

Rappelant la définition de la politique donnée par V.I. Lénine — « la politique est l'expression concentrée de l'économique » —, l'auteur affirme que les relations politiques entre les grands groupes d'hommes sont l'expression concentrée des relations à caractère économique qui se sont instaurées entre eux ; la pratique et l'idéologie politique des diverses classes sociales servent la défense des intérêts économiques, la réalisation des objectifs économiques de ces classes. Le rôle de facteur déterminant en dernière instance dans le développement social tout entier revient aux relations économiques et non point aux relations idéologiques (politiques, juridiques, etc...). Le fait que la conception matérialiste souligne chaque fois que c'est le facteur économique qui exerce le rôle déterminant *en dernière instance*, est de nature à dissiper les doutes qui persistent en ce qui concerne le caractère prétendument absolu que le marxisme accorderait à ce facteur, à prévenir la vulgarisation de la complexité des liens qui s'établissent entre la base et la superstructure. Dans le cadre de ces liens, le matérialisme dialectique et historique, loin d'exclure le rôle des facteurs de nature idéale, l'implique au contraire dans les paramètres réels.

En tant que parties composantes des relations sociales, les relations politiques sont apparues au moment où les relations de production ont acquis un caractère antagonique, où des intérêts opposés ont surgi entre les groupes sociaux, où l'Etat a fait son apparition. C'est pourquoi le marxisme conçoit les phénomènes politiques dans les coordonnées de l'économique et de l'Etat. Parce qu'elle possède essentiellement le caractère d'un problème économique, la politique exprime la position et l'action des classes et des couches sociales respectives à l'égard de l'Etat et à l'égard du pouvoir.

La monographie comprend d'intéressantes considérations sur le contenu du politique, le lieu et le rôle social des différents compartiments de la politique — spécialement dans la sphère de la pratique politique, des relations et des institutions politiques.

L'auteur a réservé naturellement une place plus large à l'analyse de la conscience politique, de sa structure et de ses fonctions, de la place et du rôle de la conscience politique parmi les autres formes de la conscience sociale.

Parlant de la structure de la conscience politique, il part de l'analyse de la structure de la conscience sociale en général, telle qu'elle ressort de la littérature philosophique d'aujourd'hui. Sur le « plan horizontal », la conscience politique voisine avec la conscience juridique, morale, religieuse, etc... Sur le « plan vertical » ou, autrement dit, en profondeur, la conscience sociale est communément présentée comme diversement composée d'éléments rationnels, volitifs, affectifs. Au sujet de la structure « en profondeur » de la conscience sociale, se poursuivent encore de nombreuses controverses dans la littérature spécialisée. Avec raison, l'auteur souligne le fait que « l'analyse théorique des éléments composants et de la structure de la conscience aboutit à la connaissance et à l'intelligence de son mécanisme et de son fonctionnement, ce qui, étant donné le rôle particulièrement important joué par la conscience sociale dans la

vie de la société, présente une importante pratique de premier plan » (pages 63-64).

La conscience politique — de même que les autres formes de la conscience sociale, au demeurant — remplit deux fonctions importantes : une fonction idéologique et une fonction gnoséologique.

En tant que forme de la conscience sociale, la politique est par excellence de nature idéologique. Par le fait qu'elle possède un caractère historique, la conscience politique des diverses classes ou catégories sociales s'est diversifiée au fil du temps. L'essence et les particularités de la conscience politique et, dans le cadre de celle-ci, de l'idéologie politique, sont déterminées par : le régime économique donné, le rôle historique et la position sociale de la classe donnée, les relations et les institutions politiques données. Par ailleurs, elles sont influencées par les formes dominantes de la conscience sociale de l'époque respective.

Nous considérons que, dans tout cela, c'est le régime économique donné, ainsi que les intérêts, la position socio-historique des classes, qui constituent le facteur décisif, déterminant en dernière instance.

L'auteur consacre une bonne partie de sa monographie à l'analyse des nouveaux traits caractéristiques de la conscience politique des bâtisseurs de la nouvelle société en Roumanie.

Sa monographie est incontestablement intéressante par la vigueur de l'argumentation et la confrontation large des opinions, ainsi que par la problématique suggestive et dynamique qui est la sienne.

Nicolae Popa
Assistant à la Faculté de droit
de Bucarest



MARIN VOICULESCU. Istoria doctrinelor politice (Histoire des doctrines politiques), Bucuresti, Editura Didactica si Pedagogica, 1970, 429 pages.

Les jugements élogieux émis dans les différents comptes rendus parus au sujet de l'ouvrage « Histoire des doctrines politiques » — et auxquels nous nous joignons sans réserve — viennent récompenser le travail de pionnier qu'a accompli Marin Voiculescu, spécialiste roumain réputé en matière de pensée politique.

Né de nécessités didactiques — son auteur est le titulaire de la chaire de sciences politiques de l'Académie d'enseignement socio-politique « Stephan Gheorghiu » à Bucarest —, le livre vient combler un vide fortement ressenti dans la doctrine roumaine, c'est pourquoi il a reçu un accueil magnifique de la part des spécialistes et de larges cercles de lecteurs. Dans la préface, l'auteur nous promet deux autres volumes : le premier sera consacré aux doctrines politiques contemporaines, le second portera sur l'apparition et l'évolution de la pensée politique roumaine.

La compréhension de la pensée politique suppose, outre une recherche approfondie, une certaine dose de maîtrise et de méthode. Le mérite de l'auteur est d'autant plus grand qu'il embrasse les principales étapes de la pensée politique universelle, à partir de l'Orient antique et jusqu'à la conception léniniste. Aussi ce travail constitue-t-il une contribution de valeur aux recherches idéologiques portant sur la pensée politique et apporte des conclusions inédites.

L'auteur envisage l'histoire de la pensée politique à travers le prisme de la lutte opposant les conceptions progressistes et les conceptions conservatrices. L'appel à la méthodologie matérialiste historique d'analyse du phénomène politique, le soin qu'il apporte à mettre en lumière le rapport existant entre le mobile économique et le mobile politico-idéologique, de discerner entre la position subjective du doctrinaire et la signification politique de la théorie, constituent les principes essentiels qui ont conduit l'auteur tout au long de son travail.

Il nous faut relever la corrélation judicieuse établie par l'auteur entre l'histoire de la pensée politique et les sciences voisines, où la formation et le développement de la pensée politique sont mis en rapport avec la formation et l'évolution des conceptions éthiques, juridiques, sociologiques, qui ont essentiellement influencé la première. Il faut également souligner la manière dont est présentée et analysée l'interdépendance des phénomènes politique et historique, la rigueur scientifique qui préside au choix des faits et données historiques directement liés à l'étude du phénomène politique.

Reposant sur une vaste documentation, l'ouvrage réalise la synthèse de nombreuses sources de premier ordre. En traitant critiquement la bibliographie dont il s'est servi, l'auteur nous fait part de ses propres opinions, commentaires et conclusions.

L'ouvrage est ce que l'on pourrait réellement appeler un livre-communication. En effet, l'auteur n'a trouvé dans notre littérature aucun travail similaire qui, tout en l'aidant, l'aurait sans doute en même temps influencé. Chaque chapitre ou presque, de son ouvrage est, en fait, une communication. L'auteur tente chaque fois de donner une réponse, d'offrir une possibilité d'interprétation et entreprend l'analyse de tel ou tel aspect du problème.

Tenter de satisfaire à certaines exigences didactiques tout en poursuivant l'investigation scientifique, imbriquer séquences d'exposition et séquences d'appréciation, c'est sans doute faire preuve de hardiesse et de conscience de ses responsabilités scientifiques. L'auteur y a incontestablement réussi, et c'est à cela que tient le succès de l'ouvrage.

Les recherches futures — du même auteur ou d'autres spécialistes — pourront conduire à l'élaboration d'ouvrages encore meilleurs. Ceux-ci ne sauront cependant ne pas tenir compte du premier ouvrage de synthèse paru en Roumanie, celui précisément que nous offre M. Voiculescu.

L'« Histoire des doctrines politiques » réunit les qualités qui la recommandent comme un livre d'authentique valeur scientifique et culturelle, comme un instrument efficace pour aider à connaître un domaine d'une extrême importance dans le secteur des sciences sociales.

Dr. Mihai Oroveanu
Maître de recherche
Institut de recherches juridiques
Bucarest

